

# Rapport financier de l'exercice 2014

## Bilan

Le total bilantaire a sensiblement augmenté par rapport à 2013 (il passe de 188.728 € en 2013 à 962.665 € en 2014) et c'est bien normal. En effet, 2014 est une année qui entame une promesse de financement par l'état belge (la DGD) sur 3 ans. La manière d'enregistrer cette promesse de financement dans le Bilan de l'exercice 2014 est la suivante :

1. Dans l'Actif « Subsidés à recevoir » : Le subside à recevoir correspond au solde du subside DGD encore à recevoir par Echos au 31/12/2014. Sur un subside total de 1 116 250.21, seules les deux premières tranches ont déjà été reçues, soit 374 141.25. De ce fait, il reste un solde de 742 108.96 encore à recevoir.
2. Dans le Passif « Subsidés à reporter DGD » : Il s'agit du montant du subside encore à justifier. En effet, sur un subside total de 1 116 250.21, un montant de 296 088.66 a été pris en produit en 2014. D'où le solde de 820 161.55 encore à justifier.

Le patrimoine de l'ONG reste faible mais voici la 5<sup>ème</sup> année consécutive que le résultat annuel est positif à l'équilibre (+ 1.568,21 €). Ceci reflète aussi le fait que le modèle économique actuel, qui s'appuie sur un bailleur de fonds institutionnel et sur une fondation privée, est suffisant pour assurer l'équilibre mais non pas pour constituer des réserves non-liées à des activités. C'est notamment cette réflexion qui pousse l'association à modifier ses sources de revenus, tout en les diversifiant.

## ACTIF

### Les amortissements

Les amortissements enregistrés en 2014 s'élèvent à 6.171 €, soit un peu moins seulement par rapport à 2013. L'explication est qu'en 2014, nous avons effectué de nouveaux investissements par l'acquisition de nouveau matériel informatique pour une valeur de ± 5.000 €.

### Créances à un an au plus

Outre la créance à recevoir de la DDG (voir explication plus haut), l'autre créance importante est celle de Wallonie Bruxelles International (WBI). Le montant de 19.320 € est en réalité la somme

- d'une créance de la WBI pour participer au cofinancement des activités au Maroc financée par la DGD (pour 14.320 €) : ce montant est libéré sur présentation du dossier financier remis à la DGD ainsi que sur base des comptes finaux approuvés par l'Assemblée Générale, soit vers la mi-juillet. Notez que ce montant est en baisse constante depuis plusieurs années, suite aux restrictions budgétaires de la Région Wallonie-Bruxelles
- d'une créance de la WBI qui a donné son accord pour soutenir à concurrence de 5.000 € l'équivalent belge du projet pour favoriser le savoir-vivre ensemble avec les migrants au Maroc. Ainsi, la première étape du projet consiste à tourner un film sur le récit de vie des migrants sub-sahariens au Maroc. Grâce au financement par la WBI, nous avons été capable de réaliser un documentaire similaire sur les migrants marocains en Belgique et ainsi organiser un regard croisé. Cette dépense s'effectuera en 2015.

La créance par rapport au FSCS est une acceptation de financer des formations qui auront lieu en 2015 par le Fonds4S, sur une prise en compte plus systématique du genre dans nos opérations.

La créance de l'OIM est le reliquat d'un financement par l'OIM qui portait sur un projet-pilote sur la déconstruction des préjugés par rapport à la problématique des migrants dans 20 écoles du Grand Casablanca. Le rapport final a entretemps été remis et le montant versé.

L'avance au CGLUA fait partie de la convention de partenariat que nous avons avec eux pour la mise en œuvre des activités Coaching Territorial dans la Région de l'Oriental. Une avance a été versée mais aucune dépenses n'a été enregistrées en 2014 : le CGLUA reste donc redevable de ce montant tant que les justificatifs de dépenses n'ont pas été remis.

Enfin, la créance du REMESS, qui est n'est autre qu'un trop versé par Echos Communication à la fin du programme en 2013, était presque remboursée quand il y a eu un remplacement important de leur équipe et du Conseil d'Administration qui fait que les pourparlers doivent reprendre pour obtenir l'acquittement de la créance.

## **Trésorerie**

Le montant relativement important de la trésorerie reflète aussi des sous-dépenses du programme par rapport au budget accepté par la DGD. Ceci s'explique par les grandes incertitudes qui ont régné sur, d'abord l'approbation du programme triennal (réception de l'Arrêté Ministériel le 19 juin) et ensuite sur le retard du décaissement de la première tranche (versement le 16 juillet). Par prudence, les dépenses pour les projets ont été réduites le plus possible.

Il est important de noter que, lorsque l'ONG rencontre des soucis de trésorerie, la Fondation M intervient souvent pour y pallier, sous forme d'avances sans administration et avec très peu d'intérêts. C'est une facilité qui ne saurait être sous-estimée.

## **PASSIF**

### **Dettes à un an au plus**

Parpimo est une société privée qui nous a octroyé un prêt suite à une difficulté dans la trésorerie rencontrée en milieu d'année. Elle a entretemps été remboursée avec un taux d'intérêt préférentiel.

### **Provision pour risques et charges**

Une provision avait été établie depuis plusieurs années pour anticiper une possible régularisation par le fisc. En 2014, il y a prescription et cette provision a été liquidée.

### **Dettes commerciales**

Vu le haut niveau de la trésorerie, les dettes commerciales sont faibles.

## Compte de résultats

### Recettes

Traditionnellement, le début des programmes triennaux financés par la DGD commencent avec des dépenses largement inférieures en année 1 comparativement à l'année 3. Ceci explique en partie la grande différence du montant des subsides DGD entre 2013 et 2014, passant de 520.873 € à 296.088 €. Une autre partie qui explique la différence vient du fait que des dépenses non-effectuées en 2012 ont été reportées en 2013. Ensuite, la différence est expliquée par la diminution des budgets accordés par la DGD entre le plan triennal 2011-2013 et celui de 2014-2016 de 13.4%. A quoi, il faut rajouter que le taux de frais administratif couvert par la DGD a également baissé, passant de 6.27% du budget accordé lors du programme 2011-2013 à 6.07% pour le second plan triennal. Voici un tableau récapitulatif :

	2011 – 2013	2014 – 2016
<b>Année 1</b>	330.908,72	352.730,51
<b>Année 2</b>	416.555,97	335.023,92
<b>Année 3</b>	445.909,60	364.616,83
	<b>1.193.374,29</b>	<b>1.052.371,26</b>

A noter que les montants non-dépensés en 1<sup>ère</sup> année, tout comme les dépenses excédentaires, peuvent être reportés sur les deux années suivantes. Seule la dernière année ne souffre pas de report possible.

Les subsides de la Fondation M sont eux aussi en baisse, passant de 126.000 € en 2013 à 85.000 € en 2014.

### Dépenses

#### Dépenses opérationnelles

La diminution des dépenses est spectaculaire entre 2013 et 2014, pour presque toutes les rubriques. La raison est triple:

- les activités ont commencé au ralenti en 2014, dû à l'incertitude de l'approbation de la DGD
- 2013 était l'année d'organisation du colloque-atelier qui coûte cher. C'est d'ailleurs pour cette raison que cette formule ne sera plus reprise en 2016.
- 2014 est la première année où le Prix Harunbuntu n'a pas été organisé. Et le projet-pilote dans le Grand Casablanca avec l'OIM ne représente pas des montants suffisamment importants pour compenser
- Les efforts de rationalisation structurelle des dépenses portent leurs fruits. Par exemple ; les dépenses Skype sont passées dans les habitudes, les contrats d'assurances ont été renégociés à la baisse, ...

#### Masse salariale

La masse salariale a augmenté de 2% par rapport à 2013.

## **Conclusion**

L'année 2014 n'est probablement pas très représentative d'une année remplie d'activités événementielles coûteuses. C'est pourtant vers cette formule que l'association se dirige : plus d'événements de petites tailles de manière régulière, plutôt que quelques gros événements ponctuels.

L'année 2014 voit arriver de nouveaux bailleurs de fonds, tels que l'OIM et, même si les montants ne sont pas importants, c'est une bonne chose qui va être continuée pour continuer à diversifier les sources de revenus.

L'année 2014 présente un bilan et compte de résultats d'une structure dont les dépenses sont sous contrôle.